CAPERN - 013M
C.P. – P.L. 54
Amélioration de la situation juridique de l'animal

Mémoire sur le Projet de loi n^{o} 54

Loi visant l'amélioration de la situation juridique de l'animal

Me Sophie Gaillard, B.A., M.Sc.(A.), B.C.L., LL.B.
Porte-parole canadienne
Animal Legal Defense Fund

Présenté à la Commission de l'agriculture, des pêcheries,
de l'énergie et des ressources naturelles

septembre 2015

TABLE DES MATIÈRES

I. SOMMAIRE EXÉCUTIF 3

II. INTRODUCTION 4

1. QUI EST L'ALDF? 4
2. LE CLASSEMENT ANNUEL DES PROVINCES ET TERRITOIRES 4
3. LA NÉCESSITÉ D'UNE RÉFORME 4

III. MODIFICATIONS AU CODE CIVIL DU QUÉBEC 6

IV. LOI SUR LE BIEN-ÊTRE ET LA SÉCURITÉ DE L'ANIMAL 7

1. TYPES DE PROTECTIONS ACCORDÉES AUX ANIMAUX 7
2. ÉVENTAIL DES ESPÈCES PROTÉGÉES 8
3. EXEMPTIONS À LA LOI 10
4. DISPOSITIONS PÉNALES 12
5. RECOUVREMENT DES COÛTS 13
6. POUVOIRS D'INSPECTION ET DE SAISIE 14
7. CONFISCATION ET ORDONNANCES D'INTERDICTION DE POSSÉDER DES ANIMAUX 15
8. SIGNALEMENT ET IMMUNITÉ 16
9. POLITIQUES RELATIVES À L'APPLICATION DE LA LOI 17

V. CONCLUSION 18

VI. ANNEXES 19

ANNEXE 1 : *ALDF 2015 CANADIAN ANIMAL PROTECTION LAWS RANKINGS* 19
ANNEXE 2 : COMPARAISON INTERPROVINCIALE DES DISPOSITIONS VISANT LES MAUVAIS TRAITEMENTS INFLIGÉS PAR LES TIERS 19

I. SOMMAIRE EXÉCUTIF

Dans son ensemble, l'Animal Legal Defense Fund (ALDF) accueille favorablement le dépôt du Projet de loi n^{o} 54, *Loi visant l'amélioration de la situation juridique de l'animal*. Le projet de loi propose une réforme symbolique du statut juridique de l'animal sous le *Code civil du Québec*, reconnaissant celui-ci comme un être sensible, distinct de l'objet inanimé. Au niveau pénal, le Projet de loi n^{o} 54 édicte une nouvelle loi provincial exclusivement dédiée au bien-être animal, la *Loi sur le bien-être et la sécurité de l'animal*, qui comporte plusieurs améliorations significatives à la législation québécoise actuelle, dont notamment l'élargissement du champ d'application de la loi à un plus grand nombre d'espèces, la protection du bien-être psychologique des animaux et l'ajout de peines d'emprisonnement pour les contrevenants.

Toutefois, dans sa version actuelle, la nouvelle *Loi sur le bien-être et la sécurité de l'animal* souffre encore de lacunes importantes. En particulier, elle continue à exclure de nombreuses espèces, dont les animaux exotiques et les animaux de la faune en captivité, de son champ d'application et à permettre des exemptions beaucoup trop larges pour les secteurs agricoles et de recherche scientifique. Plusieurs améliorations pourraient également être apportées au niveau des peines disponibles en cas d'infraction, du recouvrement des coûts relatifs à l'hébergement d'animaux saisis, des pouvoirs conférés aux inspecteurs chargés d'appliquer la loi et des mesures relatives à la confiscation et à l'interdiction de posséder des animaux.

Si adopté tel quel, le Projet de loi n^{o} 54 permettrait effectivement au Québec de rattraper un peu de son retard par rapport aux autres provinces en matière de législation relative à la protection animale, mais il ne permettrait pas pour autant à la province de se positionner en chef de file. Des changements additionnels seraient nécessaires pour placer le Québec en tête de liste dans notre prochain classement des provinces canadiennes.

II. INTRODUCTION

1. Qui est l'ALDF?

Fondé en 1979, l'Animal Legal Defense Fund (ci-après l'« ALDF ») est un organisme à but non-lucratif basé aux États-Unis dont la mission est de protéger les animaux et de représenter leurs intérêts sur le plan juridique. L'ALDF accomplit cette mission en intentant des poursuites stratégiques visant à protéger les intérêts des animaux, en offrant un service de formation et de conseil gratuit aux procureurs qui traitent les dossiers de cruauté envers les animaux à travers les États-Unis, en appuyant des initiatives législatives visant à bonifier la protection animale ainsi qu'en facilitant le développement du champ de pratique émergeant qu'est le droit animal.

2. Le classement annuel des provinces et territoires

L'ALDF effectue et publie, chaque année, depuis 2008, un classement des provinces et territoires canadiens selon la force et la portée relatives de leur législation en matière de protection animale. Ce classement est basé sur une analyse comparative détaillée des lois en vigueur dans chaque province et territoire qui tient compte, notamment :

- des types de protections accordées animaux;
- de la gamme des espèces couvertes;
- des exemptions prévues à loi;
- des peines disponibles en cas d'infraction;
- du recouvrement des coûts relatifs à l'hébergement d'animaux saisis;
- des pouvoirs conférés aux inspecteurs chargés d'appliquer la loi;
- des mesures relatives à la confiscation et à l'interdiction de posséder des animaux;
- des politiques relatives au signalement des cas de maltraitance;
- et des politiques relatives à l'application de la loi[1].

3. La nécessité d'une réforme

Depuis le premier de ces rapports, publié en 2008, le Québec se classe systématiquement en queue de peloton relativement aux autres provinces en ce qui a trait à la protection animale. Cette année encore, et pour la quatrième année consécutive, le Québec se classe au dernier rang des provinces canadiennes, juste avant le Nunavut[2]. En effet, les quelques améliorations apportées à la *Loi sur la protection sanitaire des animaux* en 2012 se sont avérées insuffisantes pour affecter le classement du Québec comme la pire province canadienne en matière de protection animale[3].

[1] Voir *ALDF 2015 Canadian Animal Protection Laws Rankings* en Annexe 1.
[2] *Ibid*.
[3] RLRQ c P-42.

L’ALDF accueille donc avec enthousiasme le Projet de loi n^{o} 54, qui semble le fruit d’une volonté politique d’entreprendre une véritable réforme de fond de la protection animale au Québec. Il est, en effet, plus que temps que le Québec rattrape les provinces du Manitoba, de la Nouvelle-Écosse et de la Colombie-Britannique, qui se retrouvent en tête de liste du classement de 2015.

III. MODIFICATIONS AU CODE CIVIL DU QUÉBEC

L'ALDF appuie la redéfinition de l'animal sous le *Code civil du Québec* proposée à l'article 1 du Projet de loi n^{o} 54[4]. En effet, l'assimilation de l'animal au bien qui émane clairement de l'état du droit actuel nous paraît archaïque[5]. Elle est fondée sur une vision cartésienne de l'animal-machine qui se heurte non seulement à l'évolution des mentalités mais aussi aux avancées scientifiques. Nous appuyons donc avec enthousiasme la proposition de reconnaître explicitement l'animal comme un être sensible, distinct de l'objet inanimé, dans le *Code civil du Québec*.

La redéfinition de l'animal sous le *Code civil du Québec* introduit un concept novateur en droit, celui de reconnaître une différence de nature entre les animaux et les objets inanimés. Bien qu'elle n'ait pas pour effet de doter les animaux de véritables droits, l'ALDF appuie cette reconnaissance explicite de l'animal comme un être sensible, que nous espérons être un premier pas de l'évolution du droit civil dans cette direction.

Étant donné sa grande valeur symbolique, l'ALDF tient à souligner l'importance de choisir judicieusement les termes employée à l'occasion de cette redéfinition de l'animal. Nous proposons de faire appel à la notion de valeur intrinsèque, notion qui implique que l'animal est un sujet digne de considération morale et éthique, indépendamment de son utilité pour l'être humain ou de sa valeur patrimoniale.

De plus, afin d'assurer une portée large à la définition de l'animal proposée par le Projet de loi n^{o} 54, il serait important que l'application de celle-ci ne soit pas restreinte au *Code civil du Québec*, mais s'étende au contraire à toutes les dispositions législatives relatives aux biens.

Enfin, pour éviter que le deuxième alinéa de l'article 898.1 ne dilue complètement la force de la nouvelle conception juridique de l'animal énoncée au premier alinéa, nous proposons de limiter la portée de ce deuxième alinéa de manière à ce que les dispositions législatives relatives aux biens puissent continuer à être applicables aux animaux seulement dans la mesure où elles ne vont pas à l'encontre de la qualité d'être sensible qu'on leur reconnaît au premier alinéa.

[4] RLRQ c C-1991.

[5] Voir, à titre d'exemple, *De Belleval c 137888 Canada inc.*, [1999] RRA 1038 (C.Q.), *Sullivan-Lévesque c Boucher* (2000), BE 2001BE-141 (CQ), *Goyette c Centre canin Benji* (2000), SOQUIJ AZ-50080962 (CQ); *Lévesque c Chabot*, [1980] CP 400 (CP); *Tremblay c Laflamme (*2001), SOQUIJ AZ-50107740 (CQ)).

IV. LOI SUR LE BIEN-ÊTRE ET LA SÉCURITÉ DE L'ANIMAL

1. Types de protections accordées aux animaux

Forces existantes :

- Infraction visant les tiers (art. 6)
- Infraction visant les combats d'animaux (art. 9)
- Protection du bien-être psychologique (art. 6 et 8)
- Dispositions encadrant le transport et l'abattage d'animaux d'élevage (art. 10-12)

Améliorations possibles :

- Imposer le même fardeau aux tiers qu'aux propriétaires ou personnes ayant la garde d'un animal relativement aux abus et mauvais traitements (art. 6)
- Étendre la protection du bien-être psychologique à toutes les espèces couvertes (art. 8)

ANALYSE :

Infraction visant les tiers (art. 6)

L'ALDF appuie l'ajout d'une disposition visant les tiers, c'est-à-dire les personnes autres que le propriétaire ou la personne ayant la garde de l'animal, à l'article 6 de la *Loi sur le bien-être et la sécurité de l'animal* (ci-après la « Loi »). Nous suggérons toutefois d'imposer le même fardeau aux tiers qu'aux propriétaires et aux personnes ayant la garde de l'animal relativement aux abus et mauvais traitements. En effet, dans sa version actuelle, l'article 6 ne vise les tiers que dans la mesure où ils infligent des « lésions *graves* », des « souffrances *aiguës* » ou des « souffrances *excessives* » aux animaux. Au contraire, les propriétaires ou gardiens, eux, commettent une infraction dès qu'ils font subir à l'animal des « abus et mauvais traitements » (art. 5, paragraphe 7), ce qui correspond à un seuil beaucoup moins élevé. Dans presque toutes les autres provinces, le même fardeau s'applique aux tiers qu'aux propriétaires ou gardiens[6].

Protection du bien-être psychologique (art. 6 et 8)

La reconnaissance de l'importance cruciale que revêt la satisfaction des besoins psychologiques et comportementaux au bien-être animal constitue, à notre avis, l'une des avancées majeures du Projet de loi n^{o} 54. L'ALDF salue, par conséquent, l'ajout de la notion d'anxiété à l'article 6 et l'imposition d'une obligation de fournir de la stimulation, de la socialisation ou de l'enrichissement au propriétaires de chats, de chiens et d'équidés. Toutefois, étant donné que les chats, les chiens et les équidés ne sont bien évidemment pas les seules

[6] Voir le tableau comparatif en Annexe 2.

espèces animales à avoir des besoins psychologiques[7], nous croyons important d'étendre la protection du bien-être psychologique prévue à l'article 8 à toutes les espèces animales couvertes par la loi.

Infraction visant les combats d'animaux (art. 9)

L'ALDF appuie l'ajout de l'article 9, soit d'une disposition visant spécifiquement les combats d'animaux. Étant donné les difficultés particulières associées à l'interception et la poursuite d'infractions de cet ordre au niveau fédéral[8], il est important pour le Québec de se doter d'une disposition spécifiquement adaptée à ce type de maltraitance. L'interdiction de dresser ou entraîner un animal pour le combat, ainsi que l'interdiction d'être en possession d'équipements habituellement utilisés à des fins de combat, est particulièrement notable.

Dispositions encadrant le transport et l'abattage d'animaux d'élevage (art. 10-12)

Étant donné que le transport et l'abattage constituent, pour les animaux d'élevage, les moments de leur vie où ils sont le plus vulnérable à la maltraitance, un encadrement législatif serré de ces deux activités sont cruciales à leur bien-être. L'ALDF appuie donc les articles 10, 11 et 12. Nous croyons toutefois que la protection offerte aux animaux d'élevage pourrait être bonifiée de manière importante avec l'ajout de dispositions additionnelles complémentaires encadrant les conditions de transport, dont notamment la formation des chauffeurs et manieurs d'animaux, la préparation au transport, la ségrégation, le chargement et le déchargement, la densité de chargement, la protection contre les températures extrêmes et intempéries, les véhicules et conteneurs permis, ainsi que la durée maximale du trajet.

2. Éventail des espèces protégées

<u>Force existante :</u>

- Inclusion du renard roux et du vison d'Amérique parmi les espèces protégées (art. 1, al. 2, para. 1°(b))

<u>Amélioration possible :</u>

- Élargir le champ d'application à tous les animaux gardés en captivité (art. 1, al. 2, para. 1°)

[7] En effet, un vaste corpus de littérature scientifique démontre que la satisfaction des besoins psychologiques est intégrale au bien-être des autres espèces d'animaux domestiques, dont notamment les animaux d'élevage, ainsi que des animaux de la faune et des animaux exotiques. Voir par ex. Ted Friend, "Recognizing behavioral needs" *Applied Animal Behaviour Science*, Volume 22, Issue 2, 1989, 151-158; I.J.H. Duncan "Science-based assessment of animal welfare: farm animals" *Rev. sci. tech.*, Off. int. Epiz., 2005, 24 (2), 483-492; Alain Boissy et al. "Assessment of positive emotions in animals to improve their welfare" *Physiology & Behavior*, Volume 92, Issue 3, 2007, 375–397.

[8] L'article 444.1(1)(b) du *Code Criminel*, LRC 1985 c C-46, n'interdit ni la possession d'équipement utilisés pour les combats d'animaux, ni l'entrainement d'animaux à des fins de combat, ce qui rend son application très problématique sur le terrain.

ANALYSE :

L'ALDF appuie sans réserve l'inclusion du renard roux et du vison d'Amérique – les deux espèces faisant le plus fréquemment l'objet d'élevage pour la fourrure au Québec, et donc des espèces particulièrement vulnérables à la maltraitance – parmi les espèces protégées par la *Loi*. Toutefois, nous nous inquiétons du fait que celle-ci continue à exclure de nombreux autres animaux, dont les animaux exotiques et les animaux de la faune en captivité, autres que le renard roux et le vison d'Amérique.

Les petits animaux exotiques qui font l'objet de commerce dans les animaleries, comme par exemple les reptiles, les oiseaux exotiques et les petits rongeurs, restent exclus du champ d'application de la *Loi*[9]. De la même façon, les animaux exotiques et les animaux sauvages qui sont gardés en captivité dans les zoos, les cirques et les parcs d'attraction sont, eux aussi, exclus de la *Loi*. Or, tous ces animaux sont aussi – voire même plus – vulnérables aux mauvais traitements et à la négligence que les animaux domestiques et doivent absolument être protégés. En effet, les animaux sauvages et exotiques ont des besoins physiques et comportementaux particulièrement complexes[10], souvent difficiles à combler en captivité[11]. De plus, dans le cas des animaux exotiques vendus en animalerie, il s'agit fréquemment d'animaux de faible valeur, faciles à se procurer, mais dont les soins vétérinaires sont très dispendieux, ce qui les rend particulièrement vulnérables.

Nous comprenons que la protection du bien-être animal est une responsabilité partagée entre deux ministères[12], comme c'est le cas dans la plupart des autres provinces. Toutefois, la majorité des autres provinces n'excluent pas les animaux protégés en vertu de la législation relative à la faune du champ d'application de leur loi provinciale en matière de protection animale. Le *Animal Care Act* du Manitoba, par exemple, s'applique à « tout être vivant non-humain doté d'un système nerveux développé », malgré l'existence d'une autre loi provinciale

[9] L'article 2 de la *Loi* permet aux inspecteurs chargés de son application d'appliquer les dispositions du *Règlement sur les animaux en captivité*, chapitre C-61.1 r. 5, relatives au bien-être aux animaux sauvages ou exotiques qui tombent sous la définition d'« animaux de compagnie » et donc, en vertu de l'article 1, paragraphe 2°, seulement aux animaux qui sont gardés dans un foyer à des fins d'agrément. Cependant, une grande proportion des animaux exotiques et de la faune qui sont gardés en captivité ne constituent pas des « animaux de compagnie », tels que définis à l'article 1, paragraphe 2°. En effet, les animaux qui ne sont pas gardés dans une maison d'habitation ou qui servent à des fins commerciales plutôt que d'agrément (par exemple les animaux utilisés pour l'élevage, pour le divertissement ou encore les animaux vendus en animalerie ou en ligne) ne tombent pas sous la définition d'« animaux de compagnie » et ne bénéficient donc pas de la protection additionnelle prévue à l'article 2. Il est également important de noter que les normes relatives au bien-être édictées par le *Règlement sur les animaux en captivité* sont beaucoup moins strictes que celles prévues à la *Loi*.

[10] Certains animaux exotiques vendus en animalerie, dont notamment les perroquets gris d'Afrique, ont des capacités cognitives extrêmement développées. La protection de leur bien-être comportemental et psychologique revêt donc une importance particulière.

[11] Voir Clifford Warwick, "Important ethological and other considerations of the study and maintenance of reptiles in captivity", *Applied Animal Behaviour Science*, Volume 27, Issue 4, 1990, 363-366 et Caroline S. van Hoek & Carel Ten Cate, "Abnormal Behavior in Caged Birds Kept as Pets", *Journal of Applied Animal Welfare Science*, Volume 1, Issue 1, 1998.

[12] Le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, d'une part, et le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs, d'autre part.

visant spécifiquement la faune[13]. Même les provinces qui excluent la faune du champ d'application de leur loi provinciale en matière de protection animale prévoient une exception pour les animaux de la faune gardés en captivité qui, eux, sont couverts[14]. Enfin, il est important de souligner que les dispositions relatives au bien-être qui figurent au *Règlement sur les animaux en captivité*, qui gouverne la garde en captivité des animaux sauvages et exotiques et qui est appliqué par le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs, sont beaucoup moins strictes que celles prévues à la *Loi* et ne constituent pas de véritables normes de soin[15]. Par conséquent, même avec l'adoption du Projet de loi n^{o} 54, la législation québécoise continuerait à omettre d'accorder une véritable protection à un très grand nombre d'animaux.

L'ALDF croit fermement que tout animal sensible doit bénéficier de certaines protections de base, dont un encadrement strict de sa garde en captivité. Il nous paraît donc primordial que la législation québécoise en matière de bien-être animal couvre *tous* les animaux en captivité, peu importe leur espèce. La méthodologie employée pour déterminer le classement annuel des provinces et territoires canadiens reflète cette position. Un poids considérable est donc accordé à l'éventail des espèces protégées par la loi. Tant que la législation québécoise relative au bien-être animal continuera à exclure autant d'animaux, le Québec ne parviendra pas à grimper au sommet du classement.

3. Exemptions à la loi

Force existante :

- Disposition règlementaire permettant de rendre obligatoire les codes de pratiques publiés par le Conseil national pour les soins aux animaux d'élevage (art. 63 para. 3°)

Améliorations possibles :

- Ajouter une disposition règlementaire permettant de rendre obligatoire les normes publiées par le Conseil canadien de protection des animaux en science (art. 63 para. 3°)
- Rendre immédiatement obligatoire, par règlement, les codes de pratiques publiés par le Conseil national pour les soins aux animaux d'élevage et les normes publiées par le Conseil canadien de protection des animaux en science, puis développer des normes règlementaires spécifiques au Québec pour encadrer les activités qui bénéficient d'une exemption (art. 63 para. 3°)
- Restreindre les exemptions uniquement aux activités pratiquées selon les normes règlementaires (art. 7)

[13] Traduction libre de "all non-human living being[s] with a developed nervous system", CCSM 1996, c A84, art 1(1). Voir aussi *Animal Protection Act*, RSA 2000, c A-41, art 1(1)(a); *General Regulation*, NB Reg 2000-4, art 2(2); *Animal Health and Protection Act*, RSPEI 1988, c A-11.1, art 1(a)(ii); *Animal Protection Act*, 1999, SS 1999, c A-21.1, art 2(1)(a).
[14] Voir *Prevention of Cruelty to Animals Act*, R.S.B.C. 1996, c. 372, art 2; *Animal Protection Act*, SNS 2008, c 33, art 3(1); *Animal Protection Act*, SY 2008, c 13, art 1.
[15] *Supra* note 9.

ANALYSE :

En vertu de l'article 7, la *Loi* écarte de son champ d'application les activités d'agriculture, d'enseignement et de recherche scientifique pourvu que celles-ci soient pratiquées « selon les règles généralement reconnues », c'est-à-dire selon les méthodes employées par une proportion importante de personnes au sein d'une même industrie. Cette disposition permet essentiellement aux industries qui exploitent les animaux de s'auto-règlementer et ne confère aux animaux d'élevage et de laboratoire aucune véritable protection[16]. La volonté politique qui sous-tend le Projet de loi n^{o} 54 étant celle de fournir une protection adéquate à tous les animaux du Québec, y compris les animaux d'élevage[17], nous croyons impératif de se défaire de cette exemption générale dont bénéficient les secteurs agricole et scientifique pour poser certaines balises sur les traitements auxquels les animaux d'élevage et de laboratoire peuvent être soumis.

L'ALDF appuie donc le troisième paragraphe de l'article 63 de la *Loi*, qui permet au gouvernement d'adopter des règlements qui rende obligatoire les codes de pratiques publiés par le Conseil national pour les soins aux animaux d'élevage (ci-après « CNSAE »)[18]. En ce qui à trait aux animaux utilisés dans le cadre de la recherche scientifique, nous croyons également important de prévoir la possibilité de rendre obligatoire les normes édictées par le Conseil canadien de protection des animaux en science[19].

Nous incitons fortement le gouvernement québécois à suivre l'exemple de Terre-Neuve-et-Labrador, qui rend obligatoire l'adhésion aux codes de pratiques du CNSAE et qui, de ce fait, interdit toute pratique qui y contrevient[20]. Ceci distingue Terre-Neuve-et-Labrador des provinces comme le Manitoba[21], dont la règlementation fait référence aux codes du CNSAE mais permet également toute pratique « généralement reconnue », même si celle-ci n'est pas conforme aux codes. L'ALDF croit effectivement que de restreindre les exemptions à la *Loi* uniquement aux activités pratiquées selon les normes règlementaires établies est cruciale pour véritablement protéger le bien-être des animaux du Québec, dont la vaste majorité est élevée dans un contexte industriel.

Bien que nous recommandons l'adoption immédiate des codes de pratiques du CNSAE tels quels, nous croyons qu'il serait important, au moyen ou long terme, de développer des normes règlementaires propres au Québec, comme celles qui existent actuellement pour les chats et les chiens en vertu du *Règlement sur la sécurité et le bien-être des chats et des chiens*[22]. Alors que les codes de pratique du CNSAE ont été créés dans l'optique d'être applicables de manière

[16] Voir David J. Wolfson, "Foxes in the Hen House: Animals, Agribusiness, and the Law: A Modern American Fable" dans Cass R. Sunstein & Martha Nussbaum, eds., *Animal Rights: Current Debates and New Directions* (New York: Oxford University Press, 2004) 205.
[17] En effet, c'est en réaction à l'enquête à caméra cachée effectuée par le groupe *Mercy For Animals Canada* dans un élevage de veau de lait située à Pont Rouge (voir http://www.cruautedescages.ca/) que le ministre Pierre Paradis a fait l'annonce de son intention de procéder à une réforme de fond de la législation en matière de protection animale. Voir par exemple http://www.journaldemontreal.com/2015/01/17/mieux-proteges-contre-la-maltraitance et http://fr.canoe.ca/infos/quebeccanada/archives/2014/04/20140430-151019.html
[18] Voir https://www.nfacc.ca/francais.
[19] Voir http://www.ccac.ca/fr_/.
[20] *Animal Protection Standards Regulations*, NLR 36/12.
[21] CCSM 1996, c A84, art 2(2).
[22] RLRQ c P-42, r 10.1

uniforme à toutes les provinces canadiennes, la règlementation provinciale n'est pas soumise à cette contrainte, et dispose, au contraire, de la liberté de s'adapter à la réalité québécoise et ce, sans avoir à faire de compromis. Certains pays, dont notamment la Suisse, ont développé un système règlementaire complet, y compris des normes de soin minimales obligatoires, encadrant le traitement de toutes les espèces gardées en captivité[23].

4. Dispositions pénales

Force existante :

- Possibilité de peine d'incarcération (art. 67, 68)

Amélioration possible :

- Prévoir la possibilité de peine d'incarcération dès une première infraction (art. 67, 68)

ANALYSE :

L'ALDF appuie l'augmentation des peines prévue au Projet de loi n^{o} 54, en particulier l'ajout de peines d'emprisonnement dans certaines circonstances. Ceci constitue, à nos yeux, une des améliorations majeures proposées par le Projet de loi 54. En effet, la possibilité de peine d'incarcération est importante au niveau symbolique, puisqu'elle traduit la condamnation par le législateur de la maltraitance animale comme un geste grave. La disponibilité de peines d'emprisonnement est également essentielle à l'objectif de dissuasion du droit pénal. Particulièrement pour les contrevenants qui ont la propriété ou la garde d'animaux dans un but commercial, les amendes ne sont pas toujours suffisamment dissuasives, car elle peut venir à être perçues comme un simple coût d'opération de l'entreprise, d'où l'importance de prévoir des peines qui ne sont pas purement monétaires.

Toutefois, nous sommes d'avis que pour que l'ajout de peines d'incarcération ait son plein effet dissuasif, il serait important que celles-ci soient disponibles dès la première infraction, et non seulement en cas de récidive. En effet, dans toutes les autres provinces canadiennes qui prévoient l'emprisonnement comme peine possible[24], un contrevenant peut être condamné à une peine de prison même en l'absence d'antécédents pénaux en matière de maltraitance animale. Compte tenue de l'approche relativement clémente généralement favorisée par la magistrature canadienne en termes d'attribution des peines, tant au niveau pénal que criminel, il est raisonnable de croire qu'un juge n'imposerait une peine d'incarcération à un nouveau contrevenant que si, selon l'appréciation du tribunal, la sévérité de l'infraction commise et les circonstances entourant sa commission, le justifient et donc seulement dans des cas exceptionnels.

[23] Voir *Ordonnance sur la protection des animaux du 23 avril 2008*, 455.1 : https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/20080796/index.html

[24] C'est-à-dire l'ensemble des provinces à l'exception de l'Île-du-Prince-Édouard et de l'Alberta.

5. Recouvrement des coûts

Améliorations possibles :

- Prévoir la possibilité d'exiger le remboursement des frais de garde d'animaux saisis même lorsqu'aucune poursuite n'est intentée (art. 48)
- Prévoir la disposition des animaux saisis si les frais de garde ne sont pas remboursés à l'intérieur d'un certain délai (art. 49)

ANALYSE :

Recouvrement des frais de garde même lorsqu'aucune poursuite n'est intentée (art. 48)

Le Québec est actuellement la seule province canadienne où l'organisme saisissant n'a pas le pouvoir d'exiger le remboursement des frais de garde engendrés par une saisie d'animaux au propriétaire ou gardien de ceux-ci dans le cas où aucune poursuite n'est intentée[25]. L'ALDF est d'avis que le Québec devrait, lui aussi, prévoir la possibilité d'exiger le remboursement des frais de garde, même si aucune poursuite n'est intentée.

Un refus d'intenter des procédures de la part du Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP) relativement à un dossier où il y a eu saisie d'animaux ne signifie pas que la saisie n'était pas justifiée, puisqu'un tel refus peut s'expliquer par des raisons administratives, procédurales, ou en raison de difficultés au niveau de la preuve. De plus, qu'un animal soit chez son propriétaire ou sous saisie dans un refuge, celui-ci génère certains coûts, dont notamment ceux reliés à la nourriture et aux soins vétérinaires. Étant donné que ces frais seraient de toute façon à la charge d'un propriétaire responsable qui prend bien soin de son animal[26], nous voyons mal pourquoi ils ne devraient pas être remboursés à l'organisme ayant la garde de l'animal, qu'une poursuite finisse par être intentée contre le propriétaire ou non.

Disposition des animaux saisis si les frais ne sont pas remboursés à l'intérieur d'un certain délai (art. 49)

Afin de s'assurer que le refuge qui héberge les animaux saisis ne se retrouve pas aux prises avec l'obligation de garder ceux-ci indéfiniment en cas de défaut de remboursement, nous croyons important d'exiger que le paiement des frais soit fait dans le respect d'un certain délai, à l'expiration duquel les animaux seraient automatiquement confisqués par l'organisme saisissant.

[25] Voir par exemple *Loi sur la Société protectrice des animaux*, LRN-B 1973, c S-12, art 16.

[26] Même que les soins vétérinaires facturés par les organismes ayant la garde d'animaux saisis sont habituellement beaucoup moins élevés que ce que coûteraient ces mêmes soins en clinique privée, puisqu'ils sont généralement facturés au coût en refuge.

6. Pouvoirs d'inspection et de saisie

Force existante :

- Possibilité de vérifier l'état d'un animal gardé dans une maison d'habitation (art. 39)

Améliorations possibles :

- Permettre de vérifier l'état d'un animal gardé dans une maison d'habitation même en l'absence de motifs raisonnables de croire que l'animal qui s'y trouve est en détresse (art. 39)
- Permettre la saisie sans mandat d'animaux dans une maison d'habitation en cas d'urgence (art. 38)

ANALYSE :

Vérification de l'état d'un animal gardé dans une maison d'habitation (art. 39)

L'ALDF appuie l'ajout de l'article 39, qui permet aux inspecteurs chargés de l'application de la *Loi* de vérifier, sur demande, l'état d'un animal gardé à l'intérieur d'une maison d'habitation même si le propriétaire ou l'occupant des lieux lui refuse l'accès à l'intérieur de la maison. Toutefois, considérant que dans un tel cas de figure, l'inspecteur n'a pas à pénétrer dans la maison, puisqu'il effectue l'examen de l'animal à l'extérieur, nous comprenons mal pourquoi le fardeau imposé à l'inspecteur est si élevé. En effet, pour que le pouvoir conféré à l'inspecteur par l'article 39 puisse être exercé, celui-ci doit avoir des « motifs raisonnables de croire qu'un animal est *en détresse* » dans la maison d'habitation, alors que pour la vérification de l'état d'un animal qui se trouve dans tout autre lieu, le seuil requis est celui de « motifs raisonnables de croire qu'un animal […] au[]quel[] s'applique une loi qu'il est chargé d'appliquer » se trouve dans ce lieu[27]. Nous suggérons d'appliquer ce même fardeau, beaucoup moins élevé, au pouvoir prévu à l'article 39, étant donné l'absence d'atteinte à un droit protégé par la *Charte canadienne des droits et libertés*[28].

Saisie sans mandat d'animaux dans une maison d'habitation en cas d'urgence (art. 38)

L'ALDF recommande également de prévoir la possibilité de saisir un animal qui se trouve à l'intérieur d'une maison d'habitation sans mandat dans des circonstances d'urgence exceptionnelles, c'est-à-dire lorsqu'un inspecteur détient des motifs raisonnables et probables de croire que la vie de l'animal est en danger immédiat, que les conditions de délivrance d'un mandat sont réunies et que l'urgence de la situation rend impraticable l'obtention d'un mandat. Cette possibilité est d'ailleurs envisagée aussi bien dans le *Code criminel* que dans la législation provinciale du Manitoba[29].

[27] Art. 38 de la *Loi*.
[28] *Loi constitutionnelle de 1982*, Annexe B de la Loi de 1982 sur le Canada (R-U), 1982, c 11.
[29] *Code Criminel*, art 487.11; *Animal Care Act*, CCSM 1996, c A84, art 8(11).

7. Confiscation et ordonnances d'interdiction de posséder des animaux

Force existante :

- Régime encadrant la prise en charge d'animaux abandonnés (art. 50-53)

Améliorations possibles :

- Prévoir la possibilité d'ordonner la confiscation d'un animal lorsque son propriétaire ou la personne en ayant la garde est inapte à en prendre soin
- Prévoir des ordonnances d'interdiction de posséder des animaux obligatoires (art. 75)

ANALYSE :

Régime encadrant la prise en charge d'animaux abandonnés (art. 50-53)

L'ALDF appuie l'ajout des articles 50 à 53 concernant la prise en charge d'animaux abandonnés. En effet, la création d'un régime juridique qui précise quand un animal peut être considéré comme abandonné et qui encadre sa prise en charge sera d'une grande aide aux refuges et aux organismes de contrôle animalier, surtout en période de déménagement, période de l'année où est abandonné le plus grand nombre d'animaux au Québec.

Confiscation d'un animal lorsque son propriétaire ou la personne en ayant la garde est inapte à en prendre soin

Plusieurs provinces, dont notamment le Manitoba et la Nouvelle-Écosse, prévoient la possibilité pour un juge d'ordonner la confiscation d'un animal s'il est déterminé que son propriétaire est inapte à en prendre soin, même si aucune poursuite n'est intentée[30]. Il s'agit de dispositions importantes, car elles constituent un processus rapide et efficace permettant aux animaux d'être retirés de façon permanente de situations qui compromettent leur bien-être. De telles dispositions sont particulièrement utiles pour faire face au problème des « collectionneurs » d'animaux (« *hoarders* »), c'est-à-dire des individus qui, en raison d'un trouble psychiatrique, accumulent des animaux dans des conditions insalubres de manière pathologique. En raison de l'origine psychiatrique du problème et du haut taux de récidive, le recours à des poursuites pénales n'est probablement pas le meilleur moyen de lutter contre la problématique de bien-être animal posée par les collectionneurs; il faut, au contraire, privilégier des mécanismes d'intervention alternatifs[31]. L'ALDF recommande donc l'ajout, à la *Loi*, de dispositions législatives permettant la confiscation d'animaux dans les cas où leurs propriétaires sont jugés inaptes à en prendre soin.

[30] *Animal Protection Act*, SNS 2008, c 33, art 30; *Animal Care Act*, CCSM.1996, art 10(2).
[31] Voir Kathryn M. Campbell**, "**The Paradox of Animal Hoarding and The Limits of Canadian Criminal Law", *Journal of Animal and Natural Resource Law*, Vol. 9.

Ordonnances d'interdiction de posséder des animaux obligatoires (art. 75)

Les ordonnances d'interdiction de posséder des animaux sont importantes à la fois pour assurer la sécurité et le bien-être des animaux et à des fins dissuasives. L'ALDF est d'avis que la *Loi* devrait prévoir des ordonnances d'interdiction de posséder des animaux obligatoires dans certains cas, notamment en cas de récidive. De telles ordonnances obligatoires existent déjà au *Code criminel*, ainsi que dans la législation provinciale du Nouveau-Brunswick[32].

8. Signalement et immunité

Forces existantes :

- Immunité de poursuite pour toute personne qui signale un cas de maltraitance soupçonnée (art. 14)
- Obligation pour les vétérinaires de signaler les cas de maltraitance soupçonnée (art. 15)

ANALYSE :

Immunité de poursuite pour toute personne qui signale un cas de maltraitance soupçonnée (art. 14)

L'ALDF appuie l'ajout de l'article 14, qui protège les personnes qui effectuent des signalements de bonne foi contre toute poursuite en responsabilité civile éventuelle. Plusieurs autres provinces, notamment le Manitoba et la Nouvelle-Écosse, ont reconnu l'importance de telles dispositions[33]. En effet, nous comptons largement sur les citoyens pour signaler les cas de cruauté ou de négligence envers les animaux aux autorités. Il est par conséquent important de créer un climat favorable à la dénonciation, où les citoyens n'ont rien à craindre de leur signalement.

Obligation pour les vétérinaires de signaler les cas de maltraitance soupçonnée (art. 15)

Bien que les membres de l'Ordre des médecins vétérinaires du Québec aient déjà l'obligation déontologique de signaler les cas de maltraitance soupçonnée[34], l'ALDF appuie la proposition d'en faire également une obligation légale, comme c'est déjà le cas dans plusieurs autres provinces, dont la Colombie-Britannique et l'Ontario[35].

[32] L'article 447.1(1)(a) du *Code criminel* prévoit une période d'interdiction obligatoire minimale de cinq ans en cas de récidive. La *Loi sur la Société protectrice des animaux*, SNB 2014, c 132, art 27, établit une ordonnance obligatoire d'interdiction en cas de récidive, mais n'en prévoit pas la durée précise.
[33] *The Animal Care Act*, CCSM c A84, art 37.1(2); *Animal Protection Act*, SNS 2008, c 33, art 37.
[34] *Code de déontologie des médecins vétérinaires*, RLRQ c M-8, r 4, art 56.
[35] *Ontario Society for the Prevention of Cruelty to Animals Act*, RSO 1990, c O36, art 19; *Prevention of Cruelty to Animals Act*, RSBC 1996, c 372 art 25(2).

9. Politiques relatives à l'application de la loi

Amélioration possible :

- Imposer aux agents de la paix l'obligation d'assister dans l'application de la *Loi*

ANALYSE :

Obligation des agents de la paix d'assister dans l'application de la Loi

L'ALDF croit important d'imposer à tout agent de la paix, dont notamment aux membres des corps policiers, l'obligation de prêter main forte aux inspecteurs chargés d'appliquer la *Loi*, d'autant plus que ceux-ci ne sont pas armés et peuvent parfois être confrontés à des situations mettant en danger leur sécurité. Certaines provinces, dont la Colombie-Britannique et le Nouveau-Brunswick, imposent déjà une telle obligation aux agents de la paix[36].

[36] *Prevention of Cruelty to Animals Act*, RSBC 1996, c 372, art 21-22; *Society for the Prevention of Cruelty to Animals Act*, SNB 2014, c 132, art 13.

V. CONCLUSION

Sans aucun doute, le Projet de loi n^{o} 54 comporte plusieurs améliorations notables à la législation actuelle en matière de protection animale et constitue un important pas en avant pour le Québec. Son adoption – même tel quel – permettrait à la province de grimper de plusieurs échelons dans le classement de l'ALDF et de se retrouver en septième position.

Mais l'idée qui sous-tend le Projet de loi n^{o} 54 est beaucoup plus ambitieuse que cela. L'idée est d'entreprendre une réévaluation fondamentale de notre rapport aux animaux et d'effectuer une réforme de fond, « une petite révolution »[37]. En effet, le Projet de loi n^{o} 54 ne se contente pas d'apporter quelques amendements techniques à la législation actuelle. Il redéfinit l'animal dans le droit civil du Québec et crée une toute nouvelle loi pénale exclusivement vouée à la protection du bien-être des animaux. L'idée est non pas de grimper de quelques échelons pour accéder au milieu du palmarès de l'ALDF, mais bien de poursuivre l'ascension jusqu'au sommet pour se positionner en chef de file par rapport aux autres provinces – le ministre Pierre Paradis avait même déclaré en faire son défi personnel[38].

Pour que la nouvelle législation québécoise soit à la hauteur des ambitions du ministre et des attentes de la population québécoise, pour que cette nouvelle législation rattrape – et dépasse même – celle des autres provinces, il faut aller plus loin que le Projet de loi n^{o} 54, tel qu'il est sous sa forme actuelle. Nous espérons que les recommandations formulées dans le présent mémoire pourront être intégrées au projet législatif que s'est vu confié votre commission afin de permettre ce pas de plus.

[37] Expression empruntée du titre d'un article paru dans le *Journal de Montréal* le 30 avril 2014 : http://fr.canoe.ca/infos/quebeccanada/archives/2014/04/20140430-151019.html (« *Veaux maltraités: Pierre Paradis veut une petite révolution* »).
[38] *Ibid.*

VI. ANNEXES

Annexe 1 : *ALDF 2015 Canadian Animal Protection Laws Rankings*[39]

Annexe 2 : Comparaison interprovinciale des dispositions visant les mauvais traitements infligés par les tiers

Province	Loi	Disposition visant les tiers	Définition de "détresse"
Alberta	*Animal Protection Act*, RSA 2000, c A-41	2(1.1) No person shall cause an animal to be in distress.	1(2) For the purposes of this Act, an animal is in distress if it is (a) deprived of adequate shelter, ventilation, space, food, water or veterinary care or reasonable protection from injurious heat or cold, (b) injured, sick, in pain or suffering, or (c) abused or subjected to undue hardship, privation or neglect.
Colombie Britannique	*Prevention of Cruelty to Animals Act*, RSBC 1996, c 372	23.2(1) A person must not cause an animal to be in distress.	1(2) For the purposes of this Act, an animal is in distress if it is (a) deprived of adequate food, water, shelter, ventilation, light, space, exercise, care or veterinary treatment, (a.1) kept in conditions that are unsanitary, (a.2) not protected from excessive heat or cold, (b) injured, sick, in pain or suffering, or (c) abused or neglected.
Manitoba	*The Animal Care Act*, CCSM c A84	3(1) No person shall inflict upon an animal acute suffering, serious injury or harm, or extreme anxiety or distress that significantly impairs its health or well-being.	
Terre-Neuve et Labrador	*Animal Health and Protection Act*, SNL 2010, c A-9.1	18(1) A person shall not cause an animal to be in distress.	2(1)(g) "distress" means the state of being in need of proper care, water, food or shelter, being sick, injured, abused or in pain or of suffering undue or unnecessary hardship, privation or neglect.
Territoires du Nord-Ouest	*Dog Act*, RSNWT 1988, c D-7	6(2) No person shall cause a dog to be in distress.	1(2) For the purposes of this Act, a dog is in distress if it is (a) deprived of adequate shelter, ventilation, space, food, water,

[39] Voir le document PDF qui accompagne le présent mémoire.

			reasonable veterinary care or reasonable protection from injurious heat or cold; (b) injured, sick, in pain or suffering; or (c) abused or subjected to undue hardship, privation or neglect.
Nouvelle-Écosse	*Animal Protection Act*, SNS 2008, c 33	21 (1) No person shall cause an animal to be in distress.	2(2) An animal is in distress, for the purpose of this Act, where the animal is (a) in need of adequate care, food, water or shelter or in need of reasonable protection from injurious heat or cold; (b) injured, sick, in pain, or suffering undue hardship, anxiety, privation or neglect; (c) deprived of adequate ventilation, space, veterinary care or medical treatment; (d) abused; (e) kept in conditions that are unsanitary or that will significantly impair the animal's health or well-being over time; (f) kept in conditions that contravene the standards of care prescribed by the regulations; or (g) abandoned by its owner or by a person in charge of the animal in a manner that causes, or is likely to cause, distress resulting from any or all of the factors listed in this subsection.
Ontario	*Ontario Society for the Prevention of Cruelty to Animals Act*, RSO 1990, c O.36	11.2(1) No person shall cause an animal to be in distress.	1(1) "distress" means the state of being in need of proper care, water, food or shelter or being injured, sick or in pain or suffering or being abused or subject to undue or unnecessary hardship, privation or neglect.
Île-du-Prince-Édouard	*Companion Animal Protection Act*, RSPEI 1988, c C-14.1 ("CAPA"); *Animal Health and Protection Act* R.S.P.E.I. 1988, Cap. A-11.1 ("AHPA")	CAPA 3(1) No person shall wilfully cause a companion animal unnecessary pain, suffering or injury. AHPA 8.1(1) No person shall cause an animal unnecessary pain, suffering or injury.	
Saskatchewan	*Animal Protection Act*, 1999, SS 1999, c A-21.1	4(1) No person shall cause an animal to be in distress.	2(2) Subject to subsection (3), for the purposes of this Part, an animal is in distress if it is: (a) deprived of adequate food, water, care or shelter; (b) injured, sick, in pain or suffering; or (c) abused or neglected.
Yukon	*Animal Protection Act*, RSY 2002, c 6	3(1) No person shall cause an animal to be or to continue to be in distress.	1. "distress" means the state of (a) being in need of proper care, food, shelter or water, (b) being injured, sick or in pain or

			suffering, (c) being abused or subject to undue or unnecessary hardship, privation or neglect, or (d) suffering from a lack of veterinary treatment.

CAPERN - 013MA
C.P. – P.L. 54
Amélioration de la
situation juridique
de l'animal

2015 Canadian Animal Protection Laws Rankings

WORST PLACES TO BE AN ANIMAL ABUSER

Animal Legal Defense Fund Annual Study Ranks Laws Across the Country

Nova Scotia Moves Up to Second Place

June 2015

A new in-depth study released by the Animal Legal Defense Fund (ALDF) confirms the wide range of disparity that currently exists across the country in terms of provincial and territorial animal protection legislation. ALDF's eighth annual report, the only one of its kind in Canada, ranks each jurisdiction on the relative strength and comprehensiveness of its animal protection laws. The ranking is based on a detailed comparative analysis of the animal protection legislation of each province and territory, focusing on sixty study questions spanning eleven categories.[1] Each jurisdiction is attributed a numerical ranking based upon its cumulative score and is grouped into a top, middle, or bottom tier.

This year, Manitoba continues to hold its position as the province with the strongest animal protection legislation. It is joined in the top tier by Nova Scotia, British Columbia, and Ontario.

Nova Scotia shows the most significant improvement, moving from fourth to second position. Nova Scotia's improved ranking is attributable to its enactment of stiffer maximum penalties, with animal abusers now facing fines up to 75,000$ and imprisonment for up to two years for a third or subsequent offence. The province also broadened the range of protections benefitting animals, including protection against being kept in unsanitary conditions and protection from abandonment that is likely to cause distress. Additionally, Nova Scotia's amended legislation now explicitly recognizes animals' ability to suffer psychologically.

Since last year's report, New Brunswick prohibited the permanent tethering of dogs and Ontario became the first province or territory to ban the possession and breeding of orcas in captivity. Though these constitute noteworthy improvements, because they are only applicable to a limited number of species, they do not affect New Brunswick or Ontario's rankings relative to other jurisdictions.

Quebec continues to occupy the bottom tier when it comes to animal protection, along with Saskatchewan, the Northwest Territories, and Nunavut. However, with the recent introduction of a new bill designed to significantly enhance the province's animal protection legislation, ALDF is hopeful that Quebec – currently

1 See page 20 of the report for a summary of the methodology used.

ranked the best province to be an animal abuser – will show marked improvement in next year's rankings.

Since ALDF began publishing these rankings in 2008, many provinces and territories have significantly strengthened their animal protection legislation, and more advances are on the way. However, there continues to be considerable differences across the country, with some jurisdictions making substantial steps forward, and others lagging behind. Irrespective of its current rank, every province and territory has ample room for improvement. It is ALDF's hope that these ongoing reviews continue to shed light on this important issue and garner support for both the strengthening and enforcement of animal protection laws throughout the country.

ALDF encourages those who care about the welfare and protection of animals to contact their elected officials about the importance of having strong, comprehensive laws in this field, and to alert law enforcement should they ever witness animal abuse or neglect.

For additional information, including the ANIMAL PROTECTION LAWS OF THE USA & CANADA compendium, ALDF's MODEL ANIMAL PROTECTION LAWS collection, and more, visit aldf.org.

TABLE OF CONTENTS

2015 Rankings 4

2008-2015 Improvement Highlights 5

Preliminary Remarks: Canadian Animal Protection Legislation 6

Overview: "Top Tier" Provinces & Territories for 2015

- Manitoba 7
- Nova Scotia 8
- British Columbia 9
- Ontario 10

Overview: "Middle Tier" Provinces & Territories for 2015

- Newfoundland & Labrador 11
- New Brunswick 12
- Yukon 13
- Alberta 14
- Prince Edward Island 15

Overview: "Bottom Tier" Provinces & Territories for 2015

- Saskatchewan 16
- Northwest Territories 17
- Quebec 18
- Nunavut 19

Methodology Summary 20

2015 CANADIAN ANIMAL PROTECTION LAWS RANKINGS™

Comparing Overall Strength & Comprehensiveness

TOP TIER	1	Manitoba
	2	Nova Scotia
	3	British Columbia
	4	Ontario
MIDDLE TIER	5	Newfoundland & Labrador
	6	New Brunswick
	7	Yukon
	8	Alberta
	9	Prince Edward Island
BOTTOM TIER	10	Saskatchewan
	11	Northwest Territories
	12	Quebec
	13	Nunavut

2008-2015 Improvement Highlights

—Laws Enacted Since the First ALDF Rankings Report in 2008—

IMPROVEMENTS	JURISDICTIONS
Increased Maximum Penalties	BC, NB, NT, NS, ON, SK, YT, BC, NL, PEI, QC
Improved Standards of Care	BC, NB, NT, NS, ON, BC, QC, NL
Mandatory Veterinarian Reporting of Suspected Cruelty*	MB, NS, ON, BC, NL
Broadened Range of Protections	NT, ON, SK, BC, NL, NS
Mental Health Counseling*	ON
Stronger Inspection/Seizure/Oversight Authority	BC, NB, NT, ON, YT, BC, NL, QC
Increased Restrictions on Post-Conviction Ownership	MB, NT, ON, NL, PEI, QC
Improved Cost Mitigation & Recovery	ON
Fighting Prohibitions (Fights, Training, Possession of Equipment/Structures)	MB, ON, BC, NL

**First law in this category was enacted after 2008*

Preliminary Remarks: Canadian Animal Protection Legislation

In Canada, the power to enact criminal law is within the exclusive jurisdiction of the federal government,[2] although the provinces and territories have the power to create quasi-criminal or regulatory offences in a variety of areas.[3] Most criminal laws have been codified in the *Criminal Code of Canada*, which applies uniformly throughout the entire country.[4] The provisions of the *Criminal Code* dealing with cruelty towards animals have changed very little since they were first enacted in 1892 and suffer from a number of limitations. Chief among these is that the two most commonly applicable provisions, willful infliction of unnecessary suffering (section 445.1(a)) and willful neglect (section 446(1)(b)), require a high level of *mens rea*, or criminal intent: the prosecution must prove, beyond a reasonable doubt, that the accused "willfully" committed the act in question. This makes it difficult to obtain a conviction, particularly in cases of neglect, where it is relatively easy for defendants to raise a reasonable doubt about whether they were aware of the consequences of their actions.[5]

In response to such difficulties, all provinces and territories have enacted their own animal protection laws, which are the object of the present study. Provincial and territorial legislation typically requires a much lesser degree of criminal intent on the part of the accused, and hence affords animals a higher degree of protection. However, it is important to keep in mind that the *Criminal Code* does provide a baseline of protection throughout Canada. Thus, even in jurisdictions where provincial or territorial animal protection legislation only covers dogs, for example, other species nevertheless benefit from a certain, albeit minimal, degree of protection in virtue of the *Criminal Code*.

[2] *Constitution Act, 1867* (U.K.), 30 & 31 Vict., c. 3, s. 91(27) reprinted in R.S.C. 1985, App. II, No. 5.
[3] *Constitution Act, 1867* (U.K.), 30 & 31 Vict., c. 3, s. 92(15) reprinted in R.S.C. 1985, App. II, No. 5.
[4] *Criminal Code*, R.S.C. 1985, c. C-46.
[5] For example, in *R. v. Heynan*, a horse owner was acquitted of letting his animals starve to death on the basis of his mistaken belief that horses were able to obtain their own food when left in a pasture for the winter ([1992] A.J. No. 1181, 136 A.R. 397 (Alta. Prov. Ct.)).

Overview: "Top Tier" Provinces & Territories for 2015

	Existing Strengths	Potential Improvements
1. Manitoba[6]	- Principal protections apply to most species - Definitions/standards of basic care - Range of protections - Prohibition related to animal fighting - Principal prohibitions apply to owners and non-owners alike - Recognition of psychological harm ("anxiety") for all animals covered - No provincial breed specific legislation - Penalties may include both fines and incarceration - Increased penalties for repeat offenders - Cost mitigation/recovery measures: owner liable for costs of care, disposition of animal if costs not paid within certain time - Warrantless entry into non-dwellings and dwellings under certain circumstances - Possible seizure of mistreated animals - Animal Protection Officers have broad inspection powers (do not need "reasonable grounds" to enter premises other than dwelling houses) - Officer may order owner to take action/provide care on-site - Pre-judgment forfeiture of animal when abandoned, in critical distress (for euthanasia purposes), if owner is unfit/animal may be harmed if returned - Court may order forfeiture of animals and restrictions on future ownership or possession of animals upon conviction - Mandatory reporting of suspected animal cruelty by veterinarians - Immunity for anyone who reports animal in distress/assists in the enforcement of animal protection legislation - Animal protection officers/inspectors have certain law enforcement authority	- Narrower activity/use-based exemptions - Mandatory terms of incarceration for certain offenders - Mandatory fines - Mental health evaluations/counseling - Mandatory seizure of mistreated animals - Possibility of on-site detention of seized animal - Mandatory forfeiture of animals and restrictions on future ownership or possession of animals upon conviction - Mandatory reporting of suspected animal cruelty by select non-animal-related agencies - Duty of peace officers to assist in the enforcement of animal protection legislation

[6] *The Animal Care Act*, C.C.S.M. 1996, c. A84; *Animal Care Regulation*, Man. Reg. 126/98.

Overview: "Top Tier" Provinces & Territories *cont'd.*

	Existing Strengths	Potential Improvements
2. Nova Scotia[7]	- Several protections apply to most species - Definitions/standards of basic care - Range of protections - Principal prohibitions apply to owners and non-owners alike - Recognition of psychological harm - No provincial breed specific legislation - Penalties may include both fines and incarceration - Large fines available - Increased penalties for repeat offenders - Cost mitigation/recovery measures: owner liable for costs of care, humane society/SPCA may retain animal until costs are paid, disposition of animal if costs not paid within certain time - Warrantless entry into non-dwellings under certain circumstances - Animal Protection Officer may request person in dwelling to produce animal for inspection - Possible seizure of mistreated animals - Animal Protection Officers have broad inspection powers (can enter most types of premises where animals are kept without "reasonable grounds") - Officer may order owner to take action/provide care on-site - Pre-judgment forfeiture of animal when abandoned, in critical distress (for euthanasia purposes), or if owner is unfit/animal may be harmed if returned - Court may order forfeiture of animals and restrictions on future ownership or possession of animals upon conviction - Mandatory reporting of suspected animal cruelty by veterinarians - Immunity for anyone who reports animal in distress/assists in the enforcement of animal protection legislation - Animal protection officers/inspectors have certain law enforcement authority	- Positive duties of care of owner/guardian applicable to wider range of species - Prohibitions related to animal fighting - Narrower activity/use-based exemptions - Mandatory terms of incarceration for certain offenders - Mandatory fines - Mental health evaluations/counseling - Warrantless entry into dwellings under certain circumstances - Mandatory seizure of mistreated animals - Possible on-site detention of seized animal - Mandatory forfeiture of animals and restrictions on future ownership or possession of animals upon conviction - Mandatory reporting of suspected animal cruelty by select non-animal-related agencies - Duty of peace officers to assist in the enforcement of animal protection legislation

[7] *Animal Protection Act*, S.N.S. 2008, c. 33.

Overview: "Top Tier" Provinces & Territories *cont'd.*

	Existing Strengths	Potential Improvements
3. British Columbia[8]	- Principal protections apply to most species - Range of protections - Prohibitions related to animal fighting - Principal prohibitions apply to owners and non-owners alike - Psychological welfare provisions for sled dogs - No provincial breed specific legislation - Penalties may include both fines and incarceration - Large fines available - Cost mitigation/recovery measures: owner liable for costs of care, humane society/SPCA may retain animal until costs are paid, disposition of animal if costs not paid within certain time - Warrantless entry into non-dwellings when animal is in critical distress - Possible seizure of mistreated animals - Animal Protection Officers have limited inspection powers (can only enter certain types of premises without "reasonable grounds") - Pre-judgment forfeiture of animal when abandoned or in critical distress (for euthanasia purposes) - Court may order forfeiture of animals and restrictions on future ownership or possession of animals upon conviction - Mandatory reporting of suspected animal cruelty by veterinarians - Immunity for professionals involved in administering the law who report animal in distress/assist in the enforcement of animal protection legislation - Animal protection officers/inspectors have certain law enforcement authority - Duty of peace officers to assist in the enforcement of animal protection legislation	- Better definitions/standards of basic care for animals other than those used in sled dog operations - Recognition of psychological welfare for all species - Narrower activity/use-based exemptions - Increased penalties for repeat offenders - Mandatory terms of incarceration for certain offenders - Mandatory fines - Mental health evaluations/counseling - Warrantless entry into non-dwellings under broader circumstances - Warrantless entry into dwellings under certain circumstances/Animal Protection Officer may request person in dwelling to produce animal for inspection - Mandatory seizure of mistreated animals - Broader inspection powers for Animal Protection Officers - Possible on-site detention of seized animal - Officer may order owner to take action/provide care on-site - Pre-judgment forfeiture of animal if owner is unfit/animal may be harmed if returned - Mandatory forfeiture of animals and restrictions on future ownership or possession of animals upon conviction - Mandatory reporting of suspected animal cruelty by select non-animal-related agencies - Immunity for anyone who reports animal in distress/assists in the enforcement of animal protection legislation

[8] *Prevention of Cruelty to Animals Act*, R.S.B.C. 1996, c. 372; *Sled Dog Standards of Care Regulation*, B.C. Reg. 21/2012.

Overview: "Top Tier" Provinces & Territories *cont'd.*

	Existing Strengths	Potential Improvements
4. Ontario[9]	- Principal protections apply to most species - Definitions/standards of basic care - Range of protections - Prohibitions related to animal fighting - Principal prohibitions apply to owners and non-owners alike - Psychological welfare provisions for captive wildlife - Animals recognized as victims of an offence - Penalties may include both fines and incarceration - Large fines available - Mental health evaluations/counseling - Cost mitigation/recovery measures: owner liable for costs of care, disposition of animal if costs not paid within certain time - Warrantless entry into non-dwellings under certain circumstances - Possible seizure of mistreated animals - Animal Protection Officers have limited inspection powers (can only enter certain types of premises without "reasonable grounds") - Officer may order owner to take action/provide care on-site - Pre-judgment forfeiture of animal when abandoned or in critical distress (for euthanasia purposes) - Court may order forfeiture of animals and restrictions on future ownership or possession of animals upon conviction - Mandatory reporting of suspected animal cruelty by veterinarians - Immunity for professionals involved in administering the law who report animal in distress/assist in the enforcement of animal protection legislation - Animal protection officers/inspectors have broad law enforcement authority	- Recognition of psychological welfare for all species - No provincial breed specific legislation - Narrower activity/use-based exemptions - Increased penalties for repeat offenders - Mandatory terms of incarceration for certain offenders - Mandatory fines - Warrantless entry into dwellings under certain circumstances/Animal Protection Officer may request person in dwelling to produce animal for inspection - Mandatory seizure of mistreated animals - Broader inspection powers for Animal Protection Officers - Possible on-site detention of seized animal - Pre-judgment forfeiture of animal if owner is unfit/animal may be harmed if returned - Mandatory forfeiture of animals and restrictions on future ownership or possession of animals upon conviction - Mandatory reporting of suspected animal cruelty by select non-animal-related agencies - Immunity for anyone who reports animal in distress/assists in the enforcement of animal protection legislation - Duty of peace officers to assist in the enforcement of animal protection legislation

[9] *Ontario Society for the Prevention of Cruelty to Animals Act*, R.S.O. 1990, c. O.36; *Standards of Care*, O. Reg. 60/09; *Dog Owners' Liability Act*, R.S.O. 1990, c. D.16.

Overview: "Middle Tier" Provinces & Territories for 2015

	Existing Strengths	Potential Improvements
5. Newfoundland & Labrador[10]	- Principal protections apply to most species - Range of protections - Definitions/standards of basic care - Prohibitions related to animal fighting - Principal prohibitions apply to owners and non-owners alike - Psychological welfare provisions for dogs - No provincial breed specific legislation - Only activities/uses consistent with standards prescribed by regulation are exempted - Penalties may include both fines and incarceration - Large fines available - Cost mitigation/recovery measures: owner liable for costs of care, humane society/SPCA may retain animal until costs are paid - Warrantless entry into non-dwellings under certain circumstances - Animal Protection Officer may request person in dwelling to produce animal for inspection - Possible seizure of mistreated animals - Animal Protection Officers have limited inspection powers (can only enter certain types of premises without "reasonable grounds") - Possible on-site detention of seized animal - Pre-judgment forfeiture of animal when owner not located, in critical distress (for euthanasia purposes), or if owner is unfit/animal may be harmed if returned - Court may order forfeiture of animals and restrictions on future ownership or possession of animals upon conviction - Mandatory reporting of suspected animal cruelty by veterinarians - Immunity for veterinarians and other professionals involved in administering the law who report animal in distress/assist in the enforcement of animal protection legislation - Animal protection officers/inspectors have certain law enforcement authority	- Recognition of psychological welfare for all species - Increased penalties for repeat offenders - Mandatory terms of incarceration for certain offenders - Mandatory fines - Mental health evaluations/counseling - Cost mitigation/recovery measures: disposition of animal if costs not paid within certain time - Warrantless entry into dwellings under certain circumstances - Mandatory seizure of mistreated animals - Broader inspection powers for Animal Protection Officers - Officer may order owner to take action/provide care on-site - Mandatory forfeiture of animals and restrictions on future ownership or possession of animals upon conviction - Mandatory reporting of suspected animal cruelty by select non-animal-related agencies - Immunity for anyone who reports animal in distress/assists in the enforcement of animal protection legislation - Duty of peace officers to assist in the enforcement of the animal protection legislation

[10] *Animal Health and Protection Act*, S.N.L. 2010, c. A-9.1; *Animal Protection Regulations*, N.L.R. 35/12; *Animal Protection Standards Regulations*, N.L.R. 36/12.

Overview: "Middle Tier" Provinces & Territories *cont'd.*

	Existing Strengths	Potential Improvements
6. New Brunswick[11]	- Principal protections apply to most species - Definitions/standards of basic care - Prohibitions related to animal fighting - No provincial breed specific legislation - Penalties may include both fines and incarceration - Large fines available - Increased penalties for repeat offenders previously sentenced to maximum penalty - Mandatory fines - Cost mitigation/recovery measures: owner liable for costs of care, humane society/SPCA may retain animal until costs are paid, disposition of animal if costs not paid within certain time - Warrantless entry into non-dwellings under certain circumstances - Possible seizure of mistreated animals - Animal Protection Officers have limited inspection powers (can only enter pet establishments without "reasonable grounds") - Pre-judgment forfeiture of animal when abandoned or in critical distress (for euthanasia purposes) - Court may order forfeiture of animals upon conviction (mandatory for repeat offenders) - Court may order restrictions on future ownership or possession of animals upon conviction (mandatory for repeat offenders) - Animal protection officers/inspectors have broad law enforcement authority - Duty of peace officers to assist in the enforcement of animal protection legislation	- Broader range of protections - Principal prohibitions applicable to owners and non-owners alike - Recognition of psychological harm - Narrower activity/use-based exemptions - Increased penalties for repeat offenders regardless of previous sentencing - Mandatory terms of incarceration for certain offenders - Mental health evaluations/counseling - Warrantless entry into dwellings under certain circumstances/Animal Protection Officer may request person in dwelling to produce animal for inspection - Mandatory seizure of mistreated animals - Broader inspection powers for Animal Protection Officers - Possible on-site detention of seized animal - Officer may order owner to take action/provide care on-site - Pre-judgment forfeiture of animal if owner is unfit/animal may be harmed if returned - Mandatory forfeiture of animals upon conviction (even after first offence) - Mandatory restrictions on future ownership or possession of animals upon conviction (even after first offence) - Mandatory reporting of suspected animal cruelty by veterinarians/select non-animal-related agencies - Immunity for anyone who reports animal in distress/assists in the enforcement of animal protection legislation

[11] *Society for the Prevention of Cruelty to Animals Act*, S.N.B. 2014, c. 132; *General Regulation*, N.B. Reg. 2000-4; *Provincial Offences Procedure Act*, S.N.B. 1987, c. P-22.1.

Overview: "Middle Tier" Provinces & Territories *cont'd.*

	Existing Strengths	Potential Improvements
7. Yukon[12]	- Principal protections apply to most species - Principal prohibitions apply to owners and non-owners alike - No provincial breed specific legislation - Exempted activities/uses must be consistent with reasonable practices and carried out in a humane manner - Penalties may include both fines and incarceration - Every day an offence is committed/continues can be counted as a separate offence - Cost mitigation/recovery measures: owner liable for costs of care, humane society/SPCA may retain animal until costs are paid - Warrantless entry into non-dwellings under certain circumstances - Warrantless entry into dwellings by RCMP under certain circumstances - Possible seizure of mistreated animals - Animal Protection Officers have limited inspection powers (can only enter certain types of premises without "reasonable grounds") - Officer may order owner to take action/provide care on-site - Pre-judgment forfeiture of animal when abandoned, in critical distress (for euthanasia purposes), or if not claimed by owner within certain time - Court may order forfeiture of animals and restrictions on future ownership or possession of animals upon conviction - Immunity for anyone who reports animal in distress/assists in the enforcement of animal protection legislation - Animal protection officers/inspectors have certain law enforcement authority	- Better definitions/standards of basic care - Broader range of protections - Prohibitions related to animal fighting - Recognition of psychological harm - Increased penalties for repeat offenders - Mandatory terms of incarceration for certain offenders - Mandatory fines - Mental health evaluations/counseling - Cost mitigation/recovery measures: disposition of animal if costs not paid within certain time - Warrantless entry into dwellings by Animal Protection Officer under certain circumstances/Animal Protection Officer may request person in dwelling to produce animal for inspection - Mandatory seizure of mistreated animals - Broader inspection powers for Animal Protection Officers - Possible on-site detention of seized animal - Pre-judgment forfeiture of animal if owner is unfit/animal may be harmed if returned - Mandatory forfeiture of animals and restrictions on future ownership or possession of animals upon conviction - Mandatory reporting of suspected animal cruelty by veterinarians/select non-animal-related agencies - Duty of peace officers to assist in the enforcement of animal protection legislation

[12] *Animal Protection Act*, R.S.Y. 2002, c. 6; *Animal Protection Regulations*, Y.C.O. 1978/162.

Overview: "Middle Tier" Provinces & Territories *cont'd.*

	Existing Strengths	Potential Improvements
8. Alberta[13]	- Principal protections apply to most species - Range of protections - Principal prohibitions apply to owners and non-owners alike - No provincial breed specific legislation - Cost mitigation/recovery measures: owner liable for costs of care, humane society/SPCA may retain animal until costs are paid, disposition of animal if costs not paid within certain time - Warrantless entry into non-dwellings under certain circumstances - Possible seizure of mistreated animals - Animal Protection Officers have limited inspection powers (can only enter certain types of premises without "reasonable grounds") - Pre-judgment forfeiture of animal when abandoned or in critical distress (for euthanasia purposes) - Court may order forfeiture of animals and restrictions on future ownership or possession of animals upon conviction - Immunity for anyone who reports animal in distress - Animal protection officers/inspectors have certain law enforcement authority	- Better definitions/standards of basic care - Prohibitions related to animal fighting - Recognition of psychological harm - Narrower activity/use-based exemptions - Penalties may include both fines and incarceration - Increased penalties for repeat offenders - Mandatory terms of incarceration for certain offenders - Mandatory fines - Mental health evaluations/counseling - Warrantless entry dwellings under certain circumstances/Animal Protection Officer may require person in dwelling to produce animal for inspection - Mandatory seizure of mistreated animals - Broader inspection powers for Animal Protection Officers - Possible on-site detention of seized animal - Officer may order owner to take action/provide care on-site - Pre-judgment forfeiture of animal if owner is unfit/animal may be harmed if returned - Mandatory forfeiture of animals and restrictions on future ownership or possession of animals upon conviction - Mandatory reporting of suspected animal cruelty by veterinarians and select non-animal-related agencies - Duty of peace officers to assist in the enforcement of animal protection legislation

[13] *Animal Protection Act*, R.S.A. 2000, c. A-41; *Animal Protection Regulation*, Alta. Reg. 203/2005.

Overview: "Middle Tier" Provinces & Territories *cont'd.*

	Existing Strengths	Potential Improvements
9. Prince Edward Island[14]	- Principal protections apply to most species - Prohibition related to animal fighting - Principal prohibitions apply to owners and non-owners alike - No provincial breed specific legislation - Mandatory fines - Every day an offence is committed/continues can be counted as a separate offence - Cost mitigation/recovery measures: owner liable for costs of care, humane society/SPCA may retain animal until costs are paid, disposition of animal if costs not paid within certain time - Warrantless entry into non-dwellings under certain circumstances - Possible seizure of mistreated animals - Animal Protection Officers have limited inspection powers (can only enter certain types of premises without "reasonable grounds") - Officer may order owner to take action/provide care on-site - Pre-judgment forfeiture of animal when in critical distress (for euthanasia purposes) or if not claimed by owner within certain time - Court may order forfeiture of animals and restrictions on future ownership or possession of animals upon conviction - Immunity for professionals involved in administering the law who report animal in distress/assist in the enforcement of animal protection legislation - Animal protection officers/inspectors have broad law enforcement authority - Duty of peace officers to assist in the enforcement of animal protection legislation	- Better definitions/standards of basic care - Recognition of psychological harm - Narrower activity/use-based exemptions - Penalties may include both fines and incarceration - Increased penalties for repeat offenders - Mandatory terms of incarceration for certain offenders - Mental health evaluations/counseling - Warrantless entry into dwellings under certain circumstances/Animal Protection Officer may request person in dwelling to produce animal for inspection - Mandatory seizure of mistreated animals - Broader inspection powers for Animal Protection Officers - Possible on-site detention of seized animal - Pre-judgment forfeiture of animal when abandoned or if owner is unfit/animal may be harmed if returned - Mandatory forfeiture of animals and restrictions on future ownership or possession of animals upon conviction - Mandatory reporting of suspected animal cruelty by veterinarians/select non-animal-related agencies - Immunity for anyone who reports animal in distress/assists in the enforcement of animal protection legislation

[14] *Companion Animal Protection Act*, R.S.P.E.I. 1988, c. C-14.1; *General Regulations*, P.E.I. Reg. EC249/02; *Animal Health and Protection Act*, R.S.P.E.I. 1988, c. A-11.1.

Overview: "Bottom Tier" Provinces & Territories for 2015

	Existing Strengths	Potential Improvements
10. Saskatchewan[15]	- Principal protections apply to most species - Principal prohibitions apply to owners and non-owners alike - No provincial breed specific legislation - Penalties may include both fines and incarceration - Large fines available - Cost mitigation/recovery measures: owner liable for costs of care, humane society/SPCA may retain animal until costs are paid, disposition of animal if costs not paid within certain time - Warrantless entry into non-dwellings under certain circumstances - Possible seizure of mistreated animals - Animal Protection Officers have limited inspection powers (can only enter certain types of premises without "reasonable grounds") - Pre-judgment forfeiture of animal when owner not located or in critical distress (for euthanasia purposes) - Court may order forfeiture of animals and restrictions on future ownership or possession of animals upon conviction - Immunity for professionals involved in administering the law who report animal in distress/assist in the enforcement of animal protection legislation - Animal protection officers/inspectors have certain law enforcement authority	- Better definitions/standards of basic care - Broader range of protections - Prohibitions related to animal fighting - Recognition of psychological harm - Narrower activity/use-based exemptions - Increased penalties for repeat offenders - Mandatory terms of incarceration for certain offenders - Mandatory fines - Mental health evaluations/counseling - Warrantless entry into dwellings under certain circumstances/Animal Protection Officer may request person in dwelling to produce animal for inspection - Mandatory seizure of mistreated animals - Broader inspection powers for Animal Protection Officers - Possible on-site detention of seized animal - Officer may order owner to take action/provide care on-site - Pre-judgment forfeiture of animal if owner is unfit/animal may be harmed if returned - Mandatory forfeiture of animals and restrictions on future ownership or possession of animals upon conviction - Mandatory reporting of suspected animal cruelty by veterinarians/select non-animal-related agencies - Immunity for anyone who reports animal in distress/assists in the enforcement of animal protection legislation - Duty of peace officers to assist in the enforcement of animal protection legislation

[15] *Animal Protection Act*, 1999, S.S. 1999, c. A-21.1.

Overview: "Bottom Tier" Provinces & Territories *cont'd.*

	Existing Strengths	Potential Improvements
11. Northwest Territories[16]	- Definitions/standards of basic care - Range of protections - Principal prohibitions apply to owners and non-owners alike - No provincial breed specific legislation - Penalties may include both fines and incarceration - Increased penalties for repeat offenders - Every day an offence is committed/continues can be counted as a separate offence - Cost mitigation/recovery measures: owner liable for costs of care, humane society/SPCA may retain dog until costs are paid, disposition of dog if costs not paid within certain time - Warrantless entry into non-dwellings under certain circumstances - Possible seizure of mistreated dogs - Animal Protection Officers have limited inspection powers (can only enter certain types of premises without "reasonable grounds") - Pre-judgment forfeiture of dog when abandoned or in critical distress (for euthanasia purposes) - Court may order forfeiture of dogs and restrictions on future ownership or possession of dogs upon conviction - Immunity anyone who reports dog in distress/assists in the enforcement of animal protection legislation - Animal protection officers/inspectors have certain law enforcement authority	- Principal protections applicable to wider range of species, not just dogs - Prohibitions related to animal fighting - Recognition of psychological harm - Narrower activity/use-based exemptions - Mandatory terms of incarceration for certain offenders - Mandatory fines - Mental health evaluations/counseling - Warrantless entry into dwellings under certain circumstances/Animal Protection Officer may request person in dwelling to produce animal for inspection - Mandatory seizure of mistreated animals - Broader inspection powers for Animal Protection Officers - Possible on-site detention of seized animal - Officer may order owner to take action/provide care on-site - Pre-judgment forfeiture of animal if owner is unfit/animal may be harmed if returned - Mandatory forfeiture of animals and restrictions on future ownership or possession of animals upon conviction - Mandatory reporting of suspected animal cruelty by veterinarians/select non-animal-related agencies - Duty of peace officers to assist in the enforcement of animal protection legislation

[16] *Dog Act*, R.S.N.W.T. 1988, c. D-7.

Overview: "Bottom Tier" Provinces & Territories *cont'd.*

	Existing Strengths	Potential Improvements
12. Quebec[17]	- Definitions/standards of basic care for dogs and cats - Recognition of psychological harm in the context of euthanasia of dogs and cats - No provincial breed specific legislation - Large fines available - Increased penalties for repeat offenders - Mandatory fines - Cost mitigation/recovery measures: owner liable for costs of care when proceedings are instituted - Warrantless entry into non-dwellings under certain circumstances - Possible seizure of mistreated animals - Animal Protection Officers have broad inspection powers (do not need "reasonable grounds" to enter premises where animals are kept) - Possible on-site detention of seized animal - Officer may order owner of animals kept for breeding or sale to take action/provide care on-site - Pre-judgment forfeiture of animal when owner not found or in critical distress (for euthanasia purposes) - Court may order forfeiture of animals and restrictions on future ownership or possession of animals upon conviction - Immunity for professionals involved in administering the law who report animal in distress/assist in the enforcement of animal protection legislation - Animal protection officers/inspectors have certain law enforcement authority	- Principal protections applicable to wider range of species - Definitions/standards of basic care for wider range of species, not just dogs and cats - Prohibitions related to animal fighting - Principal prohibitions applicable to owners and non-owners alike - Recognition of psychological welfare for all species - Narrower activity/use-based exemptions - Penalties may include both fines and incarceration - Mandatory terms of incarceration for certain offenders - Mental health evaluations/counseling - Broader cost mitigation/recovery measures: owner liable for costs of care regardless of whether proceedings are instituted, disposition of animal if costs not paid within certain time - Warrantless entry into dwellings under certain circumstances/Animal Protection Officer may request person in dwelling to produce animal for inspection - Mandatory seizure of mistreated animals - Pre-judgment forfeiture of animal if owner is unfit/animal may be harmed if returned - Mandatory forfeiture of animals and restrictions on future ownership or possession of animals upon conviction - Mandatory reporting of suspected animal cruelty by veterinarians/select non-animal-related agencies - Immunity for anyone who reports animal in distress/assists in the enforcement of animal protection legislation - Duty of peace officers to assist in the enforcement of animal protection legislation

[17] *Animal Health Protection Act*, C.Q.L.R., c. P-42; *Regulation respecting the animal species or categories designated under Division IV.1.1 of the Animal Health Protection Act*, C.Q.L.R., c. P-42, r 6; *Regulation respecting the safety and welfare of cats and dogs*, C.Q.L.R., c. P-42, r 10.1.

Overview: "Bottom Tier" Provinces & Territories *cont'd.*

	Existing Strengths	Potential Improvements
13. Nunavut[18]	- Some prohibitions apply to owners and non-owners alike - No provincial breed specific legislation - Penalties may include incarceration - Cost mitigation/recovery measures: officer may retain dog until costs are paid, disposition of dog (sale at public auction) if costs not paid within certain time - Possible seizure of mistreated animals - Pre- and post-judgment forfeiture of dog when in critical distress (for euthanasia purposes)	- Principal protections applicable to wider range of species, not just dogs - Definitions/standards of basic care - Broader range of protections - Prohibitions related to animal fighting - Recognition of psychological harm - Penalties may include *both* fines *and* incarceration (currently one or the other) - Larger fines available - Increased penalties for repeat offenders - Mandatory terms of incarceration for certain offenders - Mandatory fines - Mental health evaluations/counseling - Broader cost mitigation/recovery measures: owner liable for costs of care - Mandatory seizure of mistreated animals - Inspection powers for Animal Protection Officers (do not need "reasonable grounds" to enter premises) - Possible on-site detention of seized animal - Officer may order owner to take action/provide care on-site - Pre-judgment forfeiture of animal when abandoned or if owner is unfit/animal may be harmed if returned - Mandatory forfeiture of animals and restrictions on future ownership or possession of animals upon conviction - Mandatory reporting of suspected animal cruelty by veterinarians/select non-animal-related agencies - Immunity for anyone who reports animal in distress/assists in the enforcement of animal protection legislation - Duty of peace officers to assist in the enforcement of animal protection legislation

[18] *Dog Act*, R.S.N.W.T. (Nu) 1988, c. D-7.

Methodology summary

All provinces and territories in the 2015 CANADIAN ANIMAL PROTECTION LAWS RANKINGS REPORT were numerically ranked based on their cumulative scores on sixty study questions spanning eleven categories. The analysis was limited to proclaimed legislation and did not review the separate issue of the enforcement of such laws. Only legislation enacted for the purpose of animal protection was considered. Laws governing specific activities, such as transport & slaughter of farm animals, scientific research, hunting & trapping of wildlife, horse racing, etc., were excluded. Study questions were close-ended and the choices exhaustive and mutually exclusive. The questions were limited to the following categories:

1. Substantive protections
2. Species covered
3. Exemptions
4. Breed specific legislation
5. Penalties
6. Mental health evaluations & counseling
7. Cost-mitigation and recovery
8. Entry/seizure/inspection
9. Forfeiture and post-conviction possession
10. Reporting of suspected animal cruelty & immunity
11. Law enforcement policies